

Coup d'Etat von der Leyen : vers la disparition définitive de la nation France

écrit par Alain Falento | 28 septembre 2024





L'eurodéputé marconiste Bernard Guetta l'affirme, U.von der Leyen tente de se donner un nouveau rôle en tant que présidente de l'*Union européenne*, et il s'en félicite.

Effectivement, depuis quelques jours, dans la presse subventionnée et aux ordres, des tribunes fleurissent ça et là, se félicitant de l'attitude conquérante de von der Leyen.

Dans le journal *Le Monde*, François Forêt, politologue européiste, se félicitait même que cette dernière outre passe régulièrement outrancièrement ses fonctions, en s'attribuant des compétences que les traités européens ne lui donnent pas (déclaration de guerre à la Russie, octroi de dizaines de milliards d'euros à l'Ukraine sans processus de contrôle, ou achat de vaccins pour des milliards de dollars à un laboratoire pharmaceutique américain).

Foret va même jusqu'à justifier les magouilles de la mafieuse von der Leyen dans ce que l'on nomme le Pfizergate.

Et oui, on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs ; alors si prendre le pouvoir au sein l'*Union européenne* afin d'éradiquer une fois pour toute ces saletés de nations justifie de s'asseoir sur la démocratie et la déontologie, il n'y a vraiment pas lieu de s'en priver, surtout si personne ne proteste, excepté le courageux Florian Philippot, qui a assigné von der Leyen en justice.

Pendant que l'on détourne l'attention de l'opinion publique française vers des sujets futiles tels que la composition d'un gouvernement qui, de toute façon, n'aura aucune prise sur le réel, les termites européistes continuent à ronger ce qui nous reste de souveraineté, et ils ont atteint la dernière ligne droite.

Depuis quelques mois, dans l'indifférence général, ils avancent, et leur funeste projet est sur le point de se concrétiser définitivement.

L'annonce de la bataille finale fut annoncée à la fin de l'année 2023 par **M. Draghi**, auquel tous les médias dominants ont ouvert leur portes. *Le Monde* publiait ainsi cette tribune intitulée « **Je veux que l'Union européenne devienne un État...** ».

Cette volonté de fédéralisation fut ensuite justifiée en avril dernier par le rapport Letta, et son projet de création d'un *Marché unique européen des capitaux*.

Cette idée peut paraître étonnante quand on sait que la libre circulation des capitaux est totale au sein de l'*Union européenne*. C'est uniquement à la lecture de ce rapport que l'on comprend exactement quel serait l'objectif de ce *Marché européen des capitaux*.

Le premier objectif est de spolier les États d'une des rares prérogatives qu'ils ont conservées, à savoir un reliquat de régulation financière et bancaire, qui passerait sous pavillon européen.

Le deuxième objectif, bien plus pernicieux, consiste à utiliser l'épargne des Européens en permettant aux banques de l'utiliser comme collatéral dans des opérations de titrisation, sans que ces derniers n'en aient conscience,

bien entendu.

Il y a quelques semaines, *M. Draghi* rendait lui aussi son rapport sur la compétitivité économique de l'*Union Européenne*.

Ce document de 400 pages, qui s'appuie entre autres sur le rapport *Letta*, ne voit d'issue que dans l'intégration européenne totale des États de l'*Union*, ce qui se traduirait bien entendu par le transfert de toutes les compétences juridiques qui subsistent au profit de l'*Union européenne*.

Généralisation du vote à la majorité qualifiée au sein du *Conseil européen* (disparition du droit de veto implicite), réduction des possibilités de contestations pour l'installation de moulins à vent, concentration industrielle dans tous les domaines au sein de l'*Union*..

Tout y est décrit et justifié : c'est ça où la mort. Soit vous acceptez de disparaître, soit les retraites ne seront plus versées, et les loups réapparaîtront dans les villes.

L'aspect le plus vicieux du rapport consiste à vouloir imposer des emprunts européens communs pour des montants colossaux (800 milliards d'euros par an !).

En effet, ces sommes pharaoniques devront bien être garanties par les États membres, et la France devrait en supporter au moins 20% !

Bien entendu, rien n'est précisé dans ce rapport qui pourrait nous expliquer par quel moyen nous pourrions nous endetter de plus de 150 milliards d'euros supplémentaires par an, alors que nous sommes déjà presque en faillite.

En réalité, peu leur importe ; l'objectif de ces emprunts

communs n'a qu'un seul objectif : rendre toute velléité de sortie de l'Union européenne absolument impossible.

En effet, tout emprunt solidairement contracté rendrait les négociations de sortie de l'Union et de la Zone euro d'une telle complexité financière et juridique, que plus personne n'oserait même y songer.

Von der Leyen, elle, ne fait que s'inscrire dans ce plan de dépeçage des États européens. Pour ce faire, elle est parvenue à se débarrasser de T. Breton (pourtant européen bien servile, mais qui devenait gênant), et à le faire remplacer par S.Séjourné, mignon de Macron et de Attal, éphémère ministre des affaires étrangères, incapable d'aligner deux phrases consécutives correctement.

Profitant d'une Allemagne affaiblie, et d'une France aux abois tant politiquement qu'économiquement, von der Leyen a constitué une Commission européenne à sa botte, et rien ne semble pouvoir arrêter le processus d'intégration européiste.

La disparition officielle de la France en tant que nation, et sa dissolution dans l'Union européenne est pour très bientôt, et il n'est même plus certain que cela soit encore évitable par un processus démocratique.

Alain Falento

<https://resistancerepublicaine.com/2024/03/21/frexit-tout-va-bien-se-passer-le-dernier-livre-de-resistance-republicaine-vous-redonnera-le-moral/>